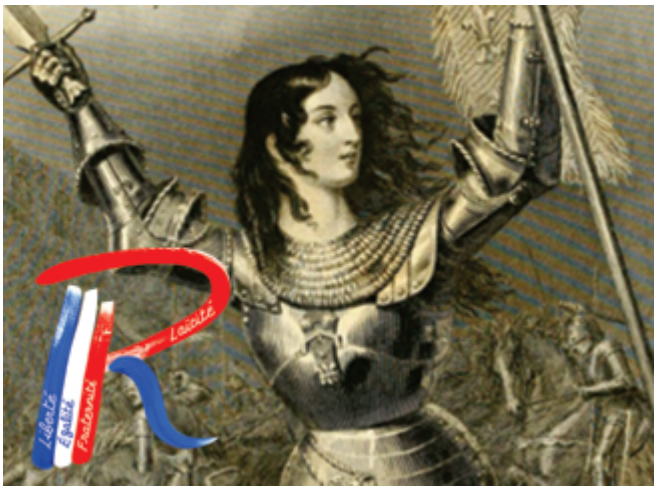
Amis alsaciens, votez non le 7 avril prochain, le sort de la France est entre vos mains

écrit par Christine Tasin | 11 mars 2013



Les électeurs d'Alsace vont devoir dire, lors du referendum qui leur est proposé, s'ils acceptent de voir disparaître les deux conseils généraux pour les fusionner avec le Conseil Régional.

L'argument le plus souvent avancé serait qu'on fera des économies…

Argument et fallacieux et qui sert de poudre aux yeux.

En effet, il suffit de voir les tractations et réunions entre les différents conseillers et les promesses d'usines à gaz (autrement dit de commissions, de structures parallèles etc.) faites pour rassurer les différents élus, assurés, s'ils voient disparaître leurs postes, de ne pas voir disparaître petits avantages et prébendes en tout genre…

Qui y gagne ? Surtout pas l'électeur, qui va payer autant, voire plus… avoir moins de proximité et, surtout, va voir disparaître un peu plus la France pour une Europe des régions toute puissante et anti-patriotique.

Parce que, tout de même, l'important est là. Le gravissime est là.

Il s'agit bien de faire de l'Alsace une région expérimentale, prémisse à généralisation à toute la France de la disparition des départements, rien que ça. Et, à travers la disparition des départements, c'est la disparition de l'Etat-nation qui est visée, seule solution pour le rêve de nos dirigeants depuis 40 ans, celui d'une Europe des régions.

En effet, les départements c'est la décentralisation intelligente, parce que le Préfet des Pyrénées atlantiques est le représentant de l'Etat et est donc tenu de faire appliquer la même loi, les mêmes règles, les mêmes répartitions… que son voisin de la Creuse ou du Morbihan. Il est donc tenu, et l'Etat avec lui, de veiller à l'égalité des services publics sur tout le territoire, que son département soit riche ou pas. Ecoles, distribution du courrier ou de l'électricité, présence d'hôpitaux… c'est le B.A-BA que nous voyons déjà s'effilocher avec la mise en concurrence de la distribution du courrier et de l'énergie mais qui n'aura plus aucun garde-fou si le département saute. Plus de solidarité inter-départements, plus de compensations de l'Etat, hausse inévitable des impôts… A la différence des départements, les régions, en effet, sont autonomes et ne sont pas tenues, en-dehors de l'application des lois générales, de faire la même politique dans les mêmes régions. C'est le retour assuré, en quelques décennies à la Grèce ou l'Espagne des années 60 : des régions prospères en côtoyant d'autres qui semblaient sortir du Moyen Age. C'est la remise en cause, de fait, en sus des services publics et des droits sociaux, de la constitution même de notre République qui était, jusqu'à présent, une, indivisible et garante d'égalité…

Pire encore, c'est offrir sur un plateau non seulement le cadre de la ratification de la Charte des langues régionales et minoritaires, porte ouverte et à la babélisation de la France et aux droits des minorités aux dépens de l'intérêt

général mais aussi à la main-mise de l'UE sur ce qui reste de notre pauvre pays pour le faire éclater. Il ne suffit pas à nos dirigeants d'imposer l'anglais partout et notamment à l'Université, il faut, en plus, que le français ne soit plus obligatoire, nulle part, même dans les tribunaux, les écoles et les administrations?

Il est fort à craindre que cette fusion alsacienne soit la première marche de ce que l'Europe (et surtout l'Allemagne) veut nous imposer depuis longtemps : l'explosion de nos frontières –et de nos pays- pour une Europe des ethnies et des régions, constituées par-delà les frontières actuelles pour former un nouveau pays basque franco-espagnol, une Catalogne franco-espagnole… et ne laisser qu'une France dépecée, réduite à peu près à ce qu'elle était il y a un millier d'années… Imaginez un instant, en effet, ce qui se passera en France si l'Alsace, qui a une forte identité culturelle renforce son indépendance régionale. Quid de la Bretagne, de la Corse, du pays basque ? Imaginez, et regardez ce qui est déjà en train de se faire, avec les menaces de sécession de l'Ecosse, du pays de Galles, de la Catalogne, du pays basque…

Enfin, cerise sur le gâteau, Hollande voudrait faire de Strasbourg une "eurométropole" qui prendrait ses (nouvelles) compétences aux départements, aux régions et à l'Etat, devenant un monstre à part, incontrôlable, qui, finalement, appartiendrait plus à l'Europe qu'à la France. Il y a eu des époques où on faisait la guerre pour moins que cela !

Pour le moment, la "droite" comme la "gauche socialiste" sont côte à côte pour défendre ce projet. On ne s'en étonnera pas. Cela fait 30 ans qu'on voit que l'UMPS c'est la même chose. Mais on a du mal à comprendre que l'UMP accepte le soutien enthousiaste des Verts sur le sujet… Cela devrait leur mettre la puce à l'oreille, non ? Ils n'ont toujours pas compris que si les Verts applaudissent c'est que c'est mauvais pour la nation, pour l'identité française, et pour la France ? On ne s'étonnera pas de voir les Identitaires soutenir le projet,

leur attachement à l'identité locale, régionale, et leur opposition au jacobinisme leur met parfois des œillères sur les yeux et ils ne se rendent pas compte qu'ils font le jeu de leurs plus grands ennemis, de nos très grands ennemis communs…

Qui ne voit pas que les coups de canif dans ce qui reste de notre constitution et le dépeçage de notre pays ne sont pas les outils de mise à mort afin de permettre à la mondialisation débridée et à la spéculation financière, jouant de l'islam au passage, de continuer ses effets délétères en étant assurées de ne plus rencontrer d'obstacles ?

Qui ne voit pas, non plus, que tout cela fait partie d'un plan global ? Je vous renvoie à l'excellente analyse de Pierre Hillard qui montre bien, par la référence précise à tous les textes européens depuis trente ans, que tout est organisé, voulu, et que lorsque l'on fait semblant de demander l'avis aux Alsaciens, c'est un piège, mortel.

Faisons tout pour qu'il en soit des Alsaciens comme il en a été des Corses en 2003, ils ont fait capoter en beauté le honteux projet de Jospin, le fameux processus de Matignon, qui devait sonner le coup d'envoi du démantèlement de la France, quand tous, de Sarkozy à Jospin, en passant par Raffarin et Chirac, avaient déjà prévu d'étendre le modèle à la Bretagne et à l'Alsace.

Les Corses ont tiré les premiers, merci à eux, ils nous ont sauvés il y a dix ans. Nous attendons, forcément, que les Alsaciens fassent aussi bien et tirent la deuxième salve, salvatrice ! Nous sommes tous français d'abord, et, si ils parviennent à faire l'Europe des régions, plus jamais les Corses ne pourront sauver les Basques, plus jamais les Bretons ne pourront sauver les Alsaciens… et notre pays aura disparu à jamais.

Christine Tasin